



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Sommet de la coalition des volontaires à Kiev

Question au Gouvernement n° 663

Texte de la question

SOMMET DE LA COALITION DES VOLONTAIRES À KIEV

Mme la présidente . La parole est à M. Pieyre-Alexandre Anglade.

M. Pieyre-Alexandre Anglade . Monsieur le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, ce week-end, à Kiev, se réunissait le camp de la paix. Le déplacement du président Macron, aux côtés du chancelier d'Allemagne et des premiers ministres du Royaume-Uni et de Pologne, signait le retour des Européens au cœur des efforts diplomatiques pour l'Ukraine et délivrait un message clair : aucune paix durable ne peut se bâtir en Ukraine sans l'Europe. Lors de ce déplacement, les Européens unis ont notamment soutenu une proposition de cessez-le-feu complet et inconditionnel de trente jours, appuyée par la coalition des volontaires, l'Ukraine et nos partenaires américains. Il appartient désormais à la Russie d'y adhérer sans conditions ni manœuvres dilatoires et de s'engager sur le chemin de la paix, lors de la rencontre prévue à Istanbul ce jeudi.

L'autre fait majeur de ce week-end est l'offensive massive et coordonnée du camp de la guerre contre ces efforts de paix. D'abord, la sphère complotiste, animée depuis la Russie, a cherché à décrédibiliser l'action du président de la République en faisant passer pour un sachet de drogue un simple mouchoir posé sur la table. Ensuite, les relais politiques du Kremlin en Europe, dont certains siègent dans cet hémicycle, notamment la présidente du groupe Rassemblement national, Mme Le Pen, ont accusé directement le président de la République de préparer la guerre alors même qu'il défendait une proposition de cessez-le-feu en Ukraine. (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR et Dem. – Protestations sur les bancs du groupe RN.*) Ces accusations mensongères sont graves car elles alimentent le climat conflictuel et jouent donc contre les intérêts de la France et des Français. (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR et Dem.*)

Je veux d'ailleurs dire ici notre soutien à nos militaires, à nos services de sécurité et à nos diplomates, qui agissent quotidiennement pour parvenir à la paix, afin de garantir la sécurité de nos compatriotes, mais sont mis en cause par ces déclarations émanant de soi-disant patriotes, qui viennent à nouveau de démontrer leur soumission à une puissance étrangère. (*Nouvelles protestations sur les bancs du groupe RN.*)

Aussi, pouvez-vous nous indiquer quelles sanctions supplémentaires seront prises avec nos partenaires européens et américains si Vladimir Poutine ne consent pas... (*Le temps de parole étant écoulé, Mme la présidente coupe le micro de l'orateur.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

M. Jean-Noël Barrot, *ministre de l'Europe et des affaires étrangères* . Le camp de la paix s'est en effet réuni ce week-end à Kiev. Pour marquer leur opposition à la poutinisation du monde, leur refus de la prééminence de la force sur le droit, leur refus de laisser Vladimir Poutine imposer au monde sa logique coloniale, impérialiste et

guerrière, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la Pologne et l'Ukraine ont, à cette occasion, lancé un appel à un cessez-le-feu inconditionnel de trente jours, permettant l'ouverture de négociations menant à la paix.

Ils ont brandi la menace de sanctions coordonnées entre les États-Unis et l'Europe, dévastatrices pour la Russie,...

M. Laurent Jacobelli . Oh là là, ça fait peur !

M. Jean-Noël Barrot, *ministre*si celle-ci ne consentait pas à cesser le feu. Ils ont également poursuivi les travaux sur le soutien militaire à l'Ukraine et sur les capacités militaires dont ce pays aura besoin, une fois la paix conclue, pour écarter définitivement la menace. Parce que, comme vous l'avez dit très justement, la paix n'est jamais définitivement acquise. Elle ne peut être sauvegardée que si l'on est suffisamment fort pour écarter toutes les menaces.

De ce point de vue, je pense, comme vous, que la complaisance de certains responsables politiques français vis-à-vis de la logique guerrière de Vladimir Poutine est irresponsable et coupable. Ce qui se joue aujourd'hui en Ukraine, c'est la possibilité même de maintenir la paix sur le continent européen dans cinq, dix, vingt ans. La France est ciblée et pilonnée par des opérations de désinformation et des cyberattaques russes, relayées par des sphères d'extrême droite en Europe comme aux États-Unis. La complaisance de certains responsables politiques français vis-à-vis de ces attaques les disqualifie pour l'exercice des fonctions auxquelles ils aspirent. (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR et Dem ainsi que sur quelques bancs du groupe SOC.*)

Données clés

Auteur : [M. Pieyre-Alexandre Anglade](#)

Circonscription : Français établis hors de France (4^e circonscription) - Ensemble pour la République

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 663

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Europe et affaires étrangères

Ministère attributaire : Europe et affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 14 mai 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 14 mai 2025